

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES
(CCAP)****(CCAP N° DIRNSIRO-2025-09-01 du 04 septembre 2025)*****L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage***

État
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation
Direction Interdépartementale des Routes Nord

Mandataire

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Nord, par arrêté du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers, Préfet de la région Hauts-de-France, Préfet du Nord, en date du 28 mars 2024.

Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Nord, par arrêté du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers, Préfet de la région Hauts-de-France, Préfet du Nord, en date du 28 mars 2024.

Objet du marché

A1 PR 186+490 à 193+300 – Renouvellement des chaussées sens Paris-Lille

Remise des Offres

Date et heure limites de réception : 20/11/2025 à 12h00 (heure locale de l'adresse du RMO)

Le présent CCAP comporte 1 annexe.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES.....	5
1-1. Objet du marché.....	5
1-2. Décomposition en tranches et en lots.....	5
1-3. Intervenants et forme des notifications.....	5
1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	9
1-5. Contrôle des coûts de revient.....	9
1-6. Dispositions générales.....	9
1-7. Clauses de réexamen du marché public.....	14
1-8 Ordres de service.....	14
1-9. Propriété intellectuelle.....	14
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	15
ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....	16
3-1. Tranche optionnelle.....	16
3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....	16
3-3. Variation dans les prix.....	21
3-4. Modalités particulières de paiement.....	23
3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	24
3-6. Augmentation du montant des travaux.....	24
ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....	25
4-1. Délai de réalisation.....	25
4-2. Prolongation des délais d'exécution.....	25
4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance.....	26
4-4. Autres pénalités.....	27
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	36
5-1. Retenue de garantie.....	36

5-2. Avances.....	36
ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	37
6-1. Provenance des matériaux et produits.....	37
6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	38
6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.	38
6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.....	38
ARTICLE 7. réalisation des travaux à proximité des réseaux et IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	38
7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux.....	38
7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).....	39
7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux.....	39
7-4. Piquetage général.....	39
7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	39
ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX....	40
8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	40
8-2. Etudes d'exécution des ouvrages.....	42
8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément.....	43
8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	43
8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé.....	46
8-6. Registre de chantier.....	46
ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX.....	47
9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	47
9-2. Réception.....	47
9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....	48
9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	48
9-5. Documents fournis après exécution.....	48
9-6. Délai de garantie.....	49
9-7. Garanties particulières.....	49
ARTICLE 9bis. PRECISIONS POUR L'APPLICATION DU CCAG.....	51
9bis-1.....	51
9bis-2.....	51
9bis-3.....	51

9bis-4.....	51
9bis-5.....	51
9bis-6.....	51
9bis-7.....	51
ARTICLE 10. RESILIATION.....	52
ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	53
11-1. Publics visés et volume horaire d'insertion à réaliser.....	53
11-2. Le nombre d'heures d'insertion à réaliser.....	53
11-3. Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion.....	53
11-4. Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales.....	54
11-5. Les modalités de contrôle de l'action d'insertion.....	54
ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	56

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché

Les prestations relèvent de la catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du code du travail.

Les travaux comprennent notamment :

- Le rabotage de chaussée en pleine largeur, y compris BAU, sur 2,5cm minimum et jusqu'à 26 cm ;
- L'application d'enrobés BBSG-BMP-0/14 sur 8 cm d'épaisseur ;
- L'application d'enrobés GB – HP – BMP-0/20 sur 15cm d'épaisseur ;
- L'application d'enrobés BBTM-BMP sur 2,5 cm d'épaisseur ;
- Le remplacement de registres de signalisation directionnelle et de police ;
- L'entretien d'un fossé enherbé ;
- La création d'un nouveau site de comptage, y compris travaux de réseaux associés ;
- La réalisation de capteurs de comptage en chaussée ;
- La réfection de glissières métalliques ;
- La signalisation temporaire de chantier ;
- La signalisation horizontale.

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : Dourges, Hénin-Beaumont, Oignies, Carvin, Libercourt.

1-2. Décomposition en tranches et en lots

Le marché n'est pas décomposé en tranches.

L'opération de travaux n'est pas allotie.

1-3. Intervenants et forme des notifications

1-3.1. Mandataire du maître d'ouvrage

Madame la Directrice interdépartementale des routes Nord

1-3.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.3. ci-après.

L'accusé réception formel du titulaire et du sous-traitant lors de la notification de l'acte spécial est exigé comme pièce justificative pour procéder au paiement des projets de décompte impliquant le sous-traitant concerné. L'ensemble des sous-traitants déclarés dans l'ordre doivent avoir été notifiés et accusé réception.

1-3.3. Conduite d'opération

Sans objet.

1-3.4. Maîtrise d'œuvre

La fonction de maîtrise d'œuvre comprenant :

Les études d'avant projet (AVP) ;

Les études de projet (PRO) ;

L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;

L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs (VISA) ;

La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;

L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (AOR) ;

est assurée par :

le Service d'Ingénierie Routière Ouest (Direction Interdépartementale des Routes Nord), représenté par la Cheffe de service ou son adjointe.

Les attributions du maître d'œuvre sont déléguées :

- **aux chargés de projets du SIR Ouest :**
 - Initiative de la constatation ou satisfaction d'une demande de constatation présentée par le titulaire (art.11.2 du C.C.A.G.) ;
 - fixation de la date des constatations (art. 11.4 du C.C.A.G.) ;
 - rédaction et signature des constats (art. 11.4 du C.C.A.G.) ;
 - réception de la demande de paiement mensuelle (art.12.1.1 du C.C.A.G.) ou de la demande de paiement finale (art.12.3.2 du C.C.A.G.) ;
 - acceptation ou modification du projet de décompte mensuel (art.12.1.9 du C.C.A.G.) ;
 - établissement de l'acompte mensuel (art.12.2.1 du C.C.A.G.) ;
 - visa des documents d'exécution (art.28.2 et 29.1 du CCAG) ;
 - envoi des documents relatifs à la gestion de la qualité (art. 28.4 du C.C.A.G.) ;
 - prescription de mesures en cas d'urgence ou de danger (art. 31.4.4 du C.C.A.G.).
- **aux chargés de contrôle du SIR Ouest :**
 - Initiative de la constatation ou satisfaction d'une demande de constatation présentée par l'Entrepreneur (art.11.2 du C.C.A.G.) ;

- fixation de la date des constatations (art. 11.4 du C.C.A.G.) ;
- rédaction et signature des constats (art. 11.4 du C.C.A.G.) ;
- prescription de mesures en cas d'urgence ou de danger (art.31.4.4 du C.C.A.G.).

1-3.5. Contrôle technique

Sans objet.

1-3.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

La mission de coordination en matière de SPS en phase de réalisation est assurée par :

SQE Services
Monsieur COVAIN Grégory
44 bis, rue de Lesquin
59790 RONCHIN
06 70 21 00 19

désigné(e) dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS".

1-3.7. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Sans objet.

1-3.8 Autres intervenants

- DIR Nord / AGR Ouest / District Amiens-Valenciennes : exploitant des autoroutes A1 et A21 dans le Pas-de-Calais
- DIR Nord / AGR Ouest / CIGT de Lille : centre d'ingénierie et de gestion du trafic pour le réseau routier national ;
- SANEF : exploitant de l'autoroute A1 jusqu'au PR 186+916 ;
- CD62 : exploitant du réseau routier départemental dans le Pas-de-Calais ;
- CEREMA ou tout autre entrepreneur pour les prestations de contrôle extérieur piloté par le maître d'œuvre.

1-3.9. Représentation du maître d'ouvrage

Pour l'exécution du marché, le maître d'ouvrage est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :

1) La directrice interdépartementale des Routes Nord pour assumer les fonctions suivantes :

- La réception des observations du titulaire aux ordres de service en matière de sécurité, de santé ou contrevenant à des dispositions législatives ou réglementaires. (CCAG art. 3.8.2)
- La réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'œuvre et la fixation de la date des constatations. (CCAG art. 11.6) ;
- L'information par le titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le maître d'œuvre. (CCAG art. 12.2.2) ;
- La signature des décisions de poursuivre (CCAG art 14.4.2).
- La réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la

réception en cas de carence du maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2) ;

- La réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2) ;

2) La cheffe du Service d'Ingénierie Routière Ouest ou son adjointe pour assumer les fonctions suivantes :

- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande. (CCAG art. 3.6.1.5)
- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L.2193-14 du CCP. (CCAG art. 3.6.2.4)
- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects. (CCAG art. 3.6.2.6)
- La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général. (CCAG art. 12.4.2)
- La réception du décompte général. (CCAG art. 12.4.4)
- L'écriture, le datage, la numérotation et la notification des ordres de service. (CCAG art. 3.8.1)
- La réception des observations du titulaire aux ordres de service autres que celles relevant des fonctions du Directeur Interdépartemental des Routes Nord (CCAG art. 3.8.2)
- La signature des ordres de service notifiant des prestations supplémentaires ou modificatives (CCAG art. 13.4) ;
- La notification des pénalités susceptibles d'être appliquées, et des décisions d'application (CCAG art 19.2.4)
- La communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial. (CCAG art. 27.3.1)
- La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L4532-9 du code du travail. (CCAG art. 28.3) .

1-3.10. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui sera utilisé pour les notifications, est celle mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas, les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel à la boîte marches.sir-ouest.dirn@developpement-durable.gouv.fr valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel à la boîte marches.sir-ouest.dirn@developpement-durable.gouv.fr valant accusé de réception dans un délai

qui ne devra pas excéder 1 heure.

c) En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges. Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé de réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-4-1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier. La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.4.7 du présent CCAP

1-4-2 Sites sensibles

Sans objet.

1-4-3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.4-8 du présent CCAP.

1-5. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-6. Dispositions générales

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

1-6.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RMO, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RMO, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail, ainsi que le numéro de sa carte dite « carte BTP » en application du décret n°2017-825 du 5 mai 2017.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-6.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ainsi que le numéro de sa carte dite « carte BTP » en application du décret n°2017-825 du 5 mai 2017.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-6.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4-4

1-6.3. Responsabilités et Assurances

1-6.3.1 Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

1-6.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants, adaptés au risque de l'opération objet du marché :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

1-6.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale :

S'agissant de la réalisation d'ouvrages dont le coût prévisionnel des travaux et honoraires est inférieur à 15 millions d'euros HT, le(s) titulaire(s) déclare(nt) avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le(s) garantissant pour les travaux confiés .

Cette police comporte les garanties suivantes :

- Garantie effondrement avant réception
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire

L(es) entreprise(s) titulaire(s) justifie(nt) de sa(leur) police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016 émanant de sa(leur) société d'assurances.

Chaque entreprise devra être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants devront prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et

1792-4-1 du Code civil .

Le maître d’ouvrage se réserve le droit d’imposer la souscription ou de souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale.

1-6.3.4 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) attributaire(s) du(es) marché(s) aura(ont) fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l’exécution de son(leur) marché, le(s) titulaire(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du Maître d’Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu’il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu’elles n’ont fait l’objet d’aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s’engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l’extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l’un de ses sous-traitants), le Maître d’Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non respect de ces obligations en cours d’exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1-6.4. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1-6.5. Clauses sociales et environnementales

1-6.5.1. Clauses sociales

Les conditions d’exécution du marché comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et progrès social.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 11 ci-après qui fait l'objet d'un article dans l'acte d'engagement.

1-6.5.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article n° 20.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

1-6.6. Autres dispositions générales

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur

ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

1-7. Clauses de réexamen du marché public

Sans objet

1-8 Ordres de service

Conformément au 1-3.9 du présent CCAP, l'ordre de service est signé et notifié par la cheffe du Service d'Ingénierie Routière Ouest ou son adjointe.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG, les réserves émises par le titulaire sur un ordre de service seront exclusivement adressées à la cheffe du Service d'Ingénierie Routière Ouest ou son adjointe, sauf mention contraire au 1-3.9.

1-9. Propriété intellectuelle

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont exclusivement, par ordre de priorité, les suivantes :

A - Pièces particulières

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le présent CCAP et son annexe relative à l'exploitation sous chanter (NESC), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes la Notice de Respect de l'Environnement (NRE), la note technique relative à l'uni longitudinal des couches de roulement du domaine routier et le dossier de plans dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi ;
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- L'État des Prix Forfaitaires – Bordereau des Prix Unitaires (EPF-BPU) ;
- Le Détail Estimatif (DE) ;
- La décomposition de **tous** les prix forfaitaires ;
- Le sous-détail de **tous** les prix unitaires.

B - Pièces générales

- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP ;
- Toutes les pièces à caractère réglementaire, normatif ou valant recommandation citées dans les différentes pièces particulières du marché. Le titulaire pourra accéder à l'acquisition de certains de ces documents sur le site internet : <http://www.setra.developpement-durable.gouv.fr> (documentation technique routière française).

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES

VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche optionnelle

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

Les pièces constitutives du marché renseignent l'entrepreneur sur la nature des travaux à effectuer, sur leur volume, leurs dimensions et leurs emplacements, mais il convient de signaler que cette description n'a pas de caractère limitatif et que l'entrepreneur devra exécuter comme étant compris dans son prix, sans exception ni réserve, tous les travaux, études, investigations de sa compétence que sa profession nécessite et qui sont nécessaires pour l'obtention complète du résultat final objet du marché.

Dans cette optique, l'ensemble des prix prévus au marché est supposé rémunérer l'ensemble des prestations nécessaires à la réalisation des ouvrages conformément aux spécifications du marché.

L'entrepreneur est censé avoir pris connaissance sur le site des travaux de l'ensemble des données géologiques, géotechniques, hydrologiques, administratives, d'accessibilité, d'exploitation, de trafic et de risque majeur de bouchons.

Les prix sont réputés inclure toutes les dépenses générales nécessaires au bon déroulement du chantier.

L'entrepreneur déclare avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques, y compris les pièces fournies en consultation pour information, sur la base desquelles il a élaboré son offre, il considère que ces documents lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces pièces.

3-2.1. Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché :

- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le suivi, le traitement et l'élimination des déchets issus du chantier ;
- En tenant compte notamment des sujétions d'exécution particulières suivantes :
 - la réalisation des travaux sous circulation routière (l'exploitation sous chantier est réalisée par le titulaire selon les contraintes fixées dans l'annexe au CCAP) ;
 - la réalisation des travaux de nuits et de week-end ;
 - la réalisation des travaux sur l'autoroute A1 en limite de gestion DIR Nord / SANEF ;
 - **les délais spécifiques à la signature des arrêtés de circulation en phase chantier, sur les emprises de la SANEF (arrêté signé par le préfet du Pas-de-Calais), dont instruction de l'arrêté par la DDTM 62 ;**
 - la préparation, l'entretien, la viabilisation, la remise en état des terrains mis à la disposition de l'entrepreneur par le maître d'ouvrage pour ses installations, ses stockages, ses aires de travail ;

- les conséquences sur les conditions de circulation (bouchons et ralentissements) des travaux objet du présent marché, compte tenu des restrictions qui seront appliquées par le titulaire ;
 - l'existence des mouvements sociaux connus à la date de la consultation ;
 - l'intervention de l'exploitant sur le réseau en période de viabilité hivernale ;
 - les conditions d'application des mesures de sécurité sanitaire ;
 - les contraintes liées à l'accessibilité aux différentes zones de chantier, notamment les accès via des parcelles privées le cas échéant ;
 - les conditions de circulation autour du chantier liées aux activités commerciales et industrielles ;
 - les dispositions transitoires prévues pour la gestion des eaux d'assainissement de la plate-forme durant les travaux ;
 - la définition et la mise en œuvre des méthodes d'exécution des travaux, qui relèvent de l'entière responsabilité de l'entreprise ;
 - l'ensemble des dispositifs nécessaires à l'élimination de tout risque de projection ou de chute sur les tiers, zones publiques ou privées ;
 - toutes les sujétions liées à l'éventuelle coactivité de plusieurs ateliers du titulaire ;
 - les démarches nécessaires à l'obtention des autorisations administratives pour l'amenée des fournitures ou l'exécution des travaux ;
 - le délai nécessaire à l'exécution du visa et du contrôle extérieur des travaux par le maître d'œuvre ou son représentant ;
 - la présence de réseaux dans les emprises du chantier, notamment le réseau d'éclairage public et de fibre optique de la DIR Nord, ainsi que l'obligation de leur continuité de fonctionnement ;
 - la présence d'un dispositif de régulation de la vitesse et d'une voie de covoiturage dans les emprises du chantier ainsi que l'obligation de leur continuité de fonctionnement.
- En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des ouvrages ci-après extérieurs au présent marché :
 - les travaux d'entretien et d'exploitation sur le réseau routier national non concédé. L'exploitant DIR Nord pourra profiter des mesures d'exploitation mis en œuvre par le titulaire pour réaliser ses travaux d'entretien ;
 - les travaux d'entretien et d'exploitation sur le réseau routier national concédé à la SANEF ;
 - les travaux d'entretien et d'exploitation sur les voiries locales (métropolitaines, départementales, communales et/ou privées).
 - En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après :
 - Nombre de jours de gel à -10° C constaté pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteint au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;
 - La hauteur cumulée des précipitations mesurée pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;
 - La hauteur cumulée des couches de neige pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des

trente années précédant la notification du marché ;

- La vitesse instantanée maximale du vent pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels : Station Météo France de Dourges.

3-2.2. Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8-4.1 ci-après, le maître d'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

3-2.3. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

3-2.4. Sous-détail ou décomposition de prix

3-2.4.1 Sous-détail de prix unitaire et décomposition des prix forfaitaires du marché

Dans un délai de 20 jours à compter du démarrage de la période de préparation, le titulaire fournira :

- une décomposition de tous les prix forfaitaires, autres que ceux exigés à l'article 3-1.2 du Règlement de la Consultation ;
- un sous-détail de tous les prix unitaires, autres que ceux exigés à l'article 3-1.2 du Règlement de la Consultation.

3-2.4.2 Sous-détail de prix unitaire et décomposition des prix forfaitaires des prestations supplémentaires

Pour les prestations supplémentaires ou modificatives pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix, les dispositions de l'article 13 du CCAG s'appliquent compte-tenu des compléments suivants :

Pour permettre au maître d'œuvre d'établir le prix nouveau provisoire, le titulaire lui remet une proposition accompagnée d'un sous-détail de prix pour un prix unitaire ou d'une décomposition de prix pour un prix forfaitaire. Que la prestation soit réalisée par le titulaire ou par un sous-traitant, il devra fournir toute justification utile que lui demandera le maître d'œuvre (sous-détail de prix unitaires du marché, décomposition de prix forfaitaires du marché, devis de fournisseur, tarifs, fiches techniques, etc.) des éléments de base du prix qu'il propose. Le maître d'œuvre pourra corriger ces éléments, c'est le prix nouveau corrigé qui sera notifié.

Tout sous-détail d'un prix unitaire demandé ci-dessus donnera le contenu du prix en distinguant :

- les frais de main d'œuvre et matériel utilisés pour la réalisation de la prestation, même si cette prestation est sous-traitée ;
- les déboursés ou frais directs ;
- les frais généraux, impôts et taxes autres que la TVA exprimés par des pourcentages des déboursés définis ci-dessus ;
- la marge pour risques et bénéfice exprimée par un pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

Toute décomposition de prix forfaitaire demandée ci-dessus sera présentée de manière détaillée comprenant, pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage, la quantité à exécuter prévue par le titulaire et le prix de l'unité correspondant, limité aux déboursés ou frais directs; il sera, en outre, précisé quel est, pour les prix d'unité en question, le pourcentage des frais généraux et impôts et taxes autres que la TVA, ainsi que la marge pour risques et bénéfice exprimée par un pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

Les sous-détails et décompositions fournis en cours de marché doivent être cohérents avec ceux fournis dans l'offre remise, en particulier, la marge pour risques et bénéfices et les prix unitaires de moyens et fournitures.

3-2.5. Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le système de gestion et d'exécution des marchés du ministère (GEMME) sur lequel le titulaire du marché peut obtenir toute information souhaitée auprès du maître d'œuvre.

Pour la bonne utilisation de ce système, il est dérogé aux 1.1, 1.7 et 3.1 de l'article 12 du CCAG travaux dans les conditions suivantes :

A. Décomptes et acomptes mensuels

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet uniquement au maître d'œuvre un projet de décompte mensuel assorti du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché. Il contient pour les travaux à l'entreprise, une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs. Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

Le projet de décompte devra être assorti des pièces justificatives jointes suivantes si elles n'ont pas déjà préalablement été transmises :

- Ensemble des OS notifiés par le MOE à la date de facturation signés par le titulaire ;
- Attestations de paiement direct des sous-traitants déclarés, avec mention « AUTO-LIQUIDATION » le cas échéant, signées et tamponnées par le sous-traitant et le titulaire ;

Le projet de décompte mensuel, établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre qui le transmet au système GEMME. Le système édite en application des clauses du marché, le décompte et l'état de règlement.

Le maître d'œuvre notifie au titulaire, par ordre de service, l'état de règlement, l'état de prestations et le projet de prestation mensuel à utiliser le mois suivant. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle de l'état d'acompte mensuel tel que défini à l'article 12.2.1 du CCAG travaux.

B. Décompte final

Le titulaire valide et adresse simultanément au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, sous 30 jours à compter de la notification de la décision de réception des travaux, le projet de décompte final établi par GEMME indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées. Ce projet de décompte final prend en compte les prestations afférentes au dernier mois d'exécution. Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants.

Ce projet de décompte final tient lieu de projet de décompte final mentionné au CCAG travaux.

Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves et/ou réclamations antérieures de sa part.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre, qui le transmet au système GEMME. Le système édite alors le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général.

Ce décompte général est établi avec les derniers index de référence connus.

Si le RMO n'a pas notifié le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG, par dérogation au 12.4.4 du CCAG, le titulaire met en demeure le RMO d'y procéder avec copie au maître d'œuvre. L'absence de notification au titulaire du décompte général, signé par le RMO dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le représentant du maître d'ouvrage peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du maître d'ouvrage paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

En complément de l'article 12.4.3 du CCAG le titulaire peut émettre des contestations sur le décompte général, par le biais d'un mémoire en réclamation unique dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification du décompte général, sous peine de forclusion.

3-2.6. Modalités de transmission et de paiement

3-2-6-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte"

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'Etat.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET du maître d'œuvre
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »

- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

Dans un groupement solidaire, l'ensemble des co-traitants non-mandataires envoient leurs factures au co-traitants mandataire hors Chorus Pro pour validation. Une fois la validation effectuée hors Chorus Pro, le co-traitant mandataire va déposer son projet de décompte mensuel ou final dans Chorus Pro avec le cadre de facturation A4 – Projet de décompte mensuel déposé par un fournisseur. Il devra mettre l'ensemble des demandes de paiement des autres co-traitants non-mandataires en pièces jointes de sa demande de paiement sur Chorus Pro.

En fonction de leurs choix, les co-traitants seront payés soit sur le compte unique du groupement, à charge pour le mandataire de répartir les fonds, soit directement sur les comptes de chacun des co-traitants.

3-2-6.2 Modalités de paiement

Le point de départ du délai de paiement court à compter du dépôt du projet de décompte sur Chorus Pro (le dépôt et la réception sur Chorus Pro ont lieu simultanément);

Le portail Chorus Pro est accessible par internet en se connectant à l'URL :

<https://chorus-pro.gouv.fr>.

Pour information, le site suivant centralise la documentation sur Chorus Pro :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage confie au maître d'œuvre la décision de suspension du délai de paiement prévue aux articles R.2192-27 à R.2192-30 du CCP. Le maître d'œuvre notifie la décision de suspension du délai de paiement par ordre de service envoyé au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception.

3-2.7. Approvisionnements

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG, il n'est pas prévu de prise en compte des approvisionnements dans le versement des acomptes.

3-2.8. Répartition des dépenses communes de chantier

Les stipulations du CCAG sont applicables.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-3.1. Les prix sont révisibles par application de formules représentatives de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Par dérogation à l'article 9.4.4 du CCAG, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page 1 du présent CCAP.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Choix des index de référence

Les index de référence **I** choisis en raison de leurs structures pour la révision des travaux faisant l'objet du marché sont :

Index	Désignation
TP08	Travaux d'aménagement et entretien de voirie
TP09	Fabrication et mise en œuvre d'enrobés
TSH	Travaux de signalisation horizontale
DRR 02	Fourniture et pose de dispositifs de retenue de route

Ces index sont publiés sur le site internet de l'INSEE.

Les index de référence sont appliqués aux prix suivants :

Index	Prix
TP08	Tous les prix du marché, exceptés ceux dont l'index de référence est le TP09 ou le TSH.
TP09	Les prix 202a à 204.
TSH	Les prix 502a à 506.
DRR 02	Les prix 403 à 409.

La variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes par dérogation aux articles 12.2.1 et 19.4 du CCAG.

La variation des prix ne s'applique pas aux retenues, ni aux indemnités, **autres que de dédit ou d'attente.**

Pour les indemnités de dédit ou d'attente, la variation est calculée avec le premier index défini dans le tableau ci dessus.

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = (I_{n-1} / I_0)$$

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois d'établissement des prix ;

I_{n-1} = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois de réalisation des prestations moins un mois.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également autoliquider la TVA correspondante.

3-4. Modalités particulières de paiement

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement hors taxe en faisant apparaître distinctement que la TVA est due par le preneur conformément à l'article 283, 2 nonies du code général des impôts, libellée au nom du maître de l'ouvrage, au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé ;
- Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au maître d'œuvre ;
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au maître d'œuvre, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé ;
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai

mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;

- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Tout prix nouveau fait l'objet d'une notification par ordre de service qui arrête un montant provisoire.

Par dérogation à l'article 13.5 du CCAG, seul l'accord du RMO formalisé par un avenant rend les prix nouveaux provisoires, définitifs.

3-6. Augmentation du montant des travaux

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au delà du montant du marché sans un avenant ou une décision de poursuivre signé par le RMO.

La décision de poursuivre est un acte unilatéral du RMO.

Elle a pour but la poursuite des prestations au-delà du montant fixé par le marché. Elle ne peut pas comporter d'autres dispositions et ne permet notamment pas de fixer de nouveaux prix.

Cette décision de poursuivre précise a minima le nouveau montant contractuel global autorisé du marché.

En application de l'article 14.5 le Maître d'œuvre fait part au titulaire de l'estimation prévisionnelle qu'il fait de ce nouveau montant et des conséquences éventuelles sur le délai d'exécution du marché par ordre de service.

Les travaux qui seront exécutés au-delà de ce nouveau montant contractuel ne seront pas payés.

ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

4-1. Délai de réalisation

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Prolongation des délais d'exécution

4-2.1. Prolongation des délais d'exécution des travaux du marché

Sous peine de forclusion et de ne pouvoir bénéficier des stipulations de l'article 18.2 du CCAG, le titulaire est tenu de signaler au maître d'œuvre, par lettre recommandée, dans un délai de 15 jours calendaires à compter de sa survenance, toute circonstance ou événement qui ne soit imputable ni à sa faute ni à son fait, susceptible de motiver une prolongation des délais d'exécution, sauf s'il s'agit d'une prolongation pour cause d'intempéries.

Toutes justifications nécessaires permettant au maître d'œuvre d'apprécier le bien-fondé des difficultés signalées et la durée de l'éventuelle prolongation doivent être fournies concomitamment.

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels : Station Météo France de Douges.

Il est rappelé que les prolongations de délai notamment pour intempéries n'ouvrent pas droit à indemnisation de l'entrepreneur à moins que les intempéries non seulement puissent être contractuellement considérées comme n'étant pas normalement prévisibles au sens strict de l'article 3-2.2 mais encore qu'elles provoquent un véritable bouleversement de l'économie du marché.

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 6 jours.

L'entreprise sera tenue de réaliser l'ensemble des travaux nécessaires à la finalisation des prestations et devra s'adapter à la météo en cours dans le phasage des ateliers prévus sur chantier. Ainsi, l'entreprise doit organiser ses interventions sans réserves en fonction des conditions météorologiques prévisibles et constatées.

Pour l'application de l'article 18.2.3 du CCAG et, pour autant que soit contradictoirement constaté un arrêt effectif de l'exécution de tâches se situant sur le chemin critique du chantier de sorte que le respect du délai de l'article 3 de l'acte d'engagement s'en trouve compromis, chaque jour ouvré pendant lequel l'un des seuils d'intempéries ci-dessous fixés sera dépassé ouvrira droit à une prolongation, strictement égale en jours ouvrés, du délai d'exécution en défalquant le nombre de journées d'intempéries réputées incluses ci-dessus :

Nature des travaux	Nature du phénomène	Intensité limite	Durée ou période de mesure
Signalisation horizontale	Température	< 5° C	2 h
	Pluie	1 mm	2 h
Mise en œuvre de matériaux hydrocarbonés	Température	< 10° C	2 h
	Pluie	5 mm	2 h
	Vent ¹	40 km/h	2 h
	Rafale ¹	70 km/h	/
Béton	Température	< 5° C	2h

En cas de mauvaise organisation de la part du titulaire pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire la prolongation du délai d'exécution des travaux qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

Si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou de phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'œuvre peut prescrire l'arrêt momentané des travaux ou l'autoriser sur la proposition du titulaire, et le délai d'exécution est prolongé d'autant par décision du RMO.

4-2.2. Prolongation des périodes d'exécution distinctes

Par dérogation à l'article 18.2.3 du CCAG, les jours d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur n'ouvrent pas droit à prolongation des périodes d'exécution distinctes.

4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 19.2.4 du CCAG.

4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière de 1000 €.

Le délai d'exécution comprend la remise du DOE conformément à l'article 40.1 du CCAG.

Ces pénalités sont cumulatives avec les pénalités de retard d'exécution de la période d'exécution distincte définie à l'article 4-3.2

¹ Pour les paramètres Vent et Rafale, les mesures à prendre en compte sont celles effectuées à 10m du sol.

4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution de la période d'exécution distincte

Le titulaire subit, en cas de non-respect de la période d'exécution distincte, la pénalité forfaitaire et/ou journalière suivante :

Période	Désignation	Pénalité journalière
PED n°1	La liste exhaustive des travaux y compris compléments apportés par le titulaire est précisée à l'article 3.3 de l'acte d'engagement	2 000,00 €

Par dérogation à l'article 19.2.5 du CCAG, la pénalité appliquée sur la période d'exécution distincte sera maintenue même si le délai global est respecté.

Cette pénalité s'applique dès la première minute de dépassement de l'heure limite, et pour chaque nouvelle journée entamée.

Cette pénalité est cumulative avec celles relatives à l'exploitant sous chantier.

4-3.3. Primes d'avance

Sans objet.

4-4. Autres pénalités

Les dispositions des articles 19.1.3 et 19.2.4 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire, à l'exception de l'article 4-4.5 qui fera l'objet d'une mise en demeure.

4-4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte tenu du complément suivant :

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG, le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui ont été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution des travaux.

A la fin des travaux, dans le délai de 14 jours comptés de la date de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG. Dans une telle situation, le titulaire sera exempté de la pénalité journalière de 500 €, pour retard d'exécution dans la désinstallation du chantier.

4-4.2. Qualité

Situation		Pénalité encourue
4.4.2.1	Retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue à l'article 9-5 du présent CCAP,	500€ par jour par document
4.4.2.2	Retard dans la transmission des documents d'exécution (plan d'exécution, note de calcul, demande d'agrément, ect...)	500€ par jour par document

Situation		Pénalité encourue
4.4.2.3	Non application partielle ou totale d'une disposition particulière du PAQ (notamment procédure ou fiche d'agrément de matériau)	500€ par constatation 1000€ en cas de récidive
4.4.2.4	Non-exécution du contrôle intérieur	1000€ par constatation 1500€ en cas de récidive
4.4.2.5	Retard dans la fourniture des résultats du contrôle intérieur	250€ par constatation 700€ en cas de récidive
4.4.2.6	Exécution de travaux sans fourniture d'une procédure ou ne figurant pas sur le planning prévisionnel de travaux actualisé	1000€ par constatation 1500€ en cas de récidive
4.4.2.7	Exécution de travaux alors que le point d'arrêt précédent n'a pas été levé par le maître d'œuvre	2000€ par constatation 3000€ en cas d'expression formalisée de non levée du point d'arrêt
4.4.2.8	Insuffisance de dimensionnement du nombre de semis d'enrobés conduisant à un arrêt de table	2000 € par arrêt de table

Les pénalités de récidive s'appliquent dès lors qu'un premier non-respect ayant fait l'objet d'une constatation par le maître d'œuvre existe et se cumulent aux pénalités encourues à chaque constatation.

4-4.3. Déroulement du chantier

Situation		Pénalité encourue
4.4.3.1	Présentation d'une demande d'agrément de sous-traitant moins de 21 jours avant la date prévue de son intervention au planning prévisionnel	500€ par constatation Le sous-traitant ne sera en outre pas autorisé à intervenir avant le délai de 21 jours.
4.4.3.2	Présentation d'une demande d'agrément de sous-traitant modificative moins de 21 jours avant la présentation du projet de décompte comportant ces prestations modificatives	500€ par constatation
4.4.3.3	Manquement dans la transmission mensuelle d'un projet de décompte dématérialisé sur Chorus-Pro au plus tard le 15 du mois suivant le mois d'exécution des prestations et travaux	500€ par semaine pour les deux premières semaines, puis 1000€ par semaine au delà
4.4.3.4	Manquement dans la remise hebdomadaire du planning à 3 semaines	200€ par jour

Situation		Pénalité encourue
4.4.3.5	Retard dans la mise à disposition des installations du maître d'œuvre définies à l'article 8-4.1 du présent CCAP	500€ par jour Il est précisé que cette pénalité s'applique tant que les installations de chantier demandées ne sont pas complètes, y compris les raccordements aux différents réseaux (cette pénalité sera, par exemple, appliquée en cas de retard de la mise à disposition du réseau internet)
4.4.3.6	Enlèvement des installations du maître d'œuvre définies à l'article 8-4.1 du présent CCAP, avant le transfert de la garde des ouvrages dans les conditions définies à l'article 9-2.1 du présent CCAP	500€ par jour
4.4.3.7	Non-respect de ses obligations fixées à l'article 8-1 ci-après, notamment pendant la période de préparation	500€ par jour Cette pénalité peut être appliquée pour un retard dans la fourniture d'un document devant être fournis durant la période de préparation.
4.4.3.8	Non-respect des dispositions du PGCSPPS et du PPSPPS	250€ par constatation 700€ en cas de récidive
4.4.3.9	Absence de suites données aux demandes du coordinateur SPS	250€ par constatation 700€ en cas de récidive
4.4.3.10	Non réparation de dégradation causée aux réseaux ou voies publiques du fait des travaux	500€ par jour à compter de la fin du délai fixé par le MOE lors de la constatation
4.4.3.11	Retard dans l'exécution des travaux de levées des réserves	1000€ par jour

4-4.4. Rendez-vous de chantier

Les comptes-rendus de réunion de chantier envoyés par courriel ou courrier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Situation		Pénalité encourue
4.4.4.1	Absence à une réunion de chantier	250€ par constatation 500€ en cas de récidive
4.4.4.2	Retard à une réunion de chantier au-delà de 30min	100€ par demi-heure

Ces pénalités sont applicables quelque soit le type de réunion de chantier, et notamment pour les réunions hebdomadaire, spécifiques OPC, ou financières.

4-4.5. Clauses sociales

Situation		Pénalité encourue
4.4.5.1	Non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser	1 000 € par heure d'insertion non réalisée
4.4.5.2	Non-respect des prescriptions fixées à l'article 20.1 du CCAG pour la production des renseignements relatifs à l'exécution des actions d'insertion	500€ par jour par document à compter de la mise en demeure par le MOA

4-4.6. Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

Situation		Pénalité encourue
4.4.6.1	A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra	500 € par travailleur détaché pour lequel un défaut d'affichage est constaté

4-4.7 Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

Situation		Pénalité encourue
4.4.7.1	Non respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-4 du CCAP	5000€

4-4.8. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

Situation		Pénalité encourue
4.4.8.1	Non respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.4.3 du CCAP	5000€

4-4.9. Environnement

Situation		Pénalité encourue
4.4.9.1	Non application totale ou partielle des dispositions et procédures prévues dans le PRE de l'entreprise	2000€ par constatation 3000€ en cas de récidive

4-4.10. Exploitation sous chantier

Situation		Pénalité encourue
4.4.9.1	Non-respect des dispositions relatives à la circulation des véhicules d'intervention et de secours dans la zone de travaux (cf article 8-4.4 du présent CCAP)	1000€ par constatation

Situation		Pénalité encourue
4.4.9.2	Retard dans l'ouverture d'une voie de circulation dans la zone de travaux soit pour le passage d'un véhicule d'intervention ou de secours, soit pour l'évacuation des usagers, par rapport au délai de 15 minutes défini dans l'annexe au présent CCAP	300€ par tranche de 5 min de retard commencé
4.4.9.3	Retard d'un atelier, conduisant au non-respect des contraintes de la notice d'exploitation sous chantier pour la réouverture partielle d'un axe	
4.4.9.3.2a	Pour une fermeture de branche (liaison entre deux autoroutes)	500€ par tranche de 15min commencée
4.4.9.3.2b	Pour une fermeture d'une bretelle d'accès ou de sortie	100€ par tranche de 15min commencée
4.4.9.3.2c	Par voie neutralisée, pour une neutralisation de voie	500€ par tranche de 15min commencée
4.4.9.3.3	Dans le cadre de l'arrêté de circulation de fermeture pour réalisation du PED n°1	
4.4.9.3.3b	Pour une fermeture de branche (liaison entre deux autoroutes)	1000€ par tranche de 1 heure commencée
4.4.9.3.3c	Pour une fermeture d'une bretelle d'accès ou de sortie	500€ par tranche de 1 heure commencée
4.4.9.3.3d	Par voie neutralisée, pour une neutralisation de voie ²	500€ par tranche de 1 heure commencée
4.4.9.4	Non-respect des itinéraires ou accès de chantier validés	500€ par constatation
4.4.9.5	Défaut de signalisation ou de comportement mettant en danger la sécurité des usagers	1000€ par constatation
4.4.9.6	Défaut de maintenance et d'entretien de la signalisation temporaire	250€ par constatation
4.4.9.7	Non fourniture d'une copie de la main courante telle que demandée à l'article 8 du présent CCAP	250€ par constatation
4.4.9.8	Défaut de patrouille ou d'intervention sur la signalisation temporaire sur demande du maître d'œuvre ou des services d'exploitation et d'entretien	250€ par constatation
4.4.9.9	Retard d'intervention dans le délai fixé à l'annexe au présent CCAP pour la remise en état de la signalisation temporaire sur demande du maître d'œuvre ou des services d'exploitation et d'entretien	
4.4.9.9.1	Remise en état d'urgence	150€ par demi-heure entamée

2 En cas de retard dans la réouverture complète de l'A1, on considérera 3 neutralisations de voie. Les fermetures des branches et des bretelles ne sont pas comptabilisées.

Situation		Pénalité encourue
4.4.9.9.2	Remise en état totale.	100€ par demi-heure entamée
4.4.9.10	Défaut de masquage des panneaux de signalisation temporaire (panneaux de prescriptions, panneaux de déviation et panneaux de délestage) après la fin d'une restriction de circulation	250€ par constatation
4.4.9.11	Non-respect de tout autre disposition d'exploitation listée à la NESC, au DESC visé par le maître d'œuvre, indiquée à l'arrêté de circulation ou demandée par le MOE	250€ par constatation

En cas de récidive pour l'un des points « Exploitation sous chantier » ci-dessus (suite à un premier non respect ayant déjà fait l'objet d'une constatation de la MOE), le titulaire encourt une pénalité supplémentaire de 1000€ par constatation (hors pénalité de réouverture partielle d'un axe).

4-4.11 Réfections et réfection

A) Chaussée

Prescriptions relatives aux couches d'accrochage

Si à l'issue des contrôles des dosages des couches d'accrochage, les spécifications définies au C.C.T.P. ne sont pas obtenues, il sera fait application des modalités suivantes :

Non-conformité mineure : une refaction de prix en H.T égale à 18 €/m² de surface concernée sera appliquée

Non-conformité majeure : l'entrepreneur procédera, à la réfection de la zone concernée, dans les délais fixés par le maître d'œuvre, y compris les frais liés à l'exploitation du chantier et la reprise de la signalisation horizontale.

Prescriptions relatives aux travaux d'enrobés

Si à l'issue des contrôles de conformité des travaux d'enrobés, les spécifications prescrites au C.C.T.P. ne sont pas obtenues, il sera fait application des modalités suivantes :

● **Teneur en liant**

- Non-conformité mineure : une refaction de prix en H.T égale à 30 €/m² de surface concernée sera appliquée
- Non-conformité majeure : l'entrepreneur procédera, à ses frais, à la réfection du tonnage concerné (C.C.T.P) dans les délais fixés par le maître d'œuvre, y compris les frais liés à la couche d'accrochage et toutes les couches et éléments supérieurs ainsi qu'à l'exploitation du chantier et la reprise de la signalisation horizontale.

● **Passant à 0,063 mm**

- Non-conformité mineure : une refaction de prix en H.T égale à 18 €/m² de surface concernée sera appliquée
- Non-conformité majeure : l'entrepreneur procédera, à ses frais, à la réfection du tonnage concerné (C.C.T.P) dans les délais fixés par le maître d'œuvre, y compris les frais liés à la

couche d'accrochage et toutes les couches et éléments supérieurs ainsi qu'à l'exploitation du chantier et la reprise de la signalisation horizontale.

● **Passant à 2 mm**

- Non-conformité mineure : une réfaction de prix en H.T égale à 18 €/m² de surface concernée sera appliquée
- Non-conformité majeure : l'entrepreneur procédera, à ses frais, à la réfection du tonnage concerné (C.C.T.P) dans les délais fixés par le maître d'œuvre, y compris les frais liés à la couche d'accrochage et toutes les couches et éléments supérieurs ainsi qu'à l'exploitation du chantier et la reprise de la signalisation horizontale.

● **Passant à 4 mm, 6,3 mm et D**

- Non-conformité mineure : une réfaction de prix en H.T égale à 6 €/m² de surface concernée sera appliquée
- Non-conformité majeure : l'entrepreneur procédera, à ses frais, à la réfection du tonnage concerné (C.C.T.P) dans les délais fixés par le maître d'œuvre, y compris les frais liés à la couche d'accrochage et toutes les couches et éléments supérieurs ainsi qu'à l'exploitation du chantier et la reprise de la signalisation horizontale.

● **Teneur en vides**

Si à l'issue des contrôles occasionnels de teneur en vides, il apparaît que les spécifications prescrites au C.C.T.P. ne sont pas obtenues, il sera fait application des modalités suivantes :

- Non-conformité mineure :
 - C1 (Critère 1) la réfaction est égale à 6 €/m² (HT) de surface concernée (CCTP)
 - C2 (Critère 2) la réfaction est égale à 18 €/m² (HT) de surface concernée (CCTP)
 - lorsque les 2 critères sont médiocres les pénalités se cumulent.
- Non-conformité majeure : réfection de la surface concernée (C.C.T.P) dans les délais fixés par le maître d'œuvre, y compris les frais liés à la couche d'accrochage et toutes les couches et éléments supérieurs ainsi qu'à l'exploitation du chantier et la reprise de la signalisation horizontale.

● **Macrotexture**

Si à l'issue des contrôles occasionnels de teneur en vides, il apparaît que les spécifications prescrites au C.C.T.P. ne sont pas obtenues, il sera fait application des modalités suivantes :

- Non-conformité mineure :
 - C1 (Critère1) la réfaction est égale à 18 €/m² (HT) de surface concernée (CCTP)
 - C2 (Critère 2) la réfaction est égale 30 €/m² (HT) de surface concernée (CCTP)
 - lorsque les 2 critères sont médiocres les pénalités se cumulent.
- Non-conformité majeure: réfection de la surface concernée (C.C.T.P) dans les délais fixés par le maître d'œuvre, y compris les frais liés à la couche d'accrochage ainsi qu'à l'exploitation du chantier et la reprise de la signalisation horizontale.

● **Défaut d'uni longitudinal sur la couche de roulement**

Si à l'issue des contrôles de l'uni longitudinal, il apparaît que les spécifications prescrites au C.C.T.P. ne sont pas obtenues, il sera fait application des modalités suivantes :

- L'application des pénalités se fera conformément à l'article 7.1-1 de la note technique du 30 septembre 2015 relative à l'uni des couches de roulement neuves du domaine routier

jointe en annexe du CCTP ;

- dans le cadre de cet article, le coût de construction du complexe couche de roulement / couche de liaison à considérer est de 70€/m².

● Épaisseur

Si à l'issue des contrôles d'épaisseur, les spécifications prescrites au C.C.T.P. ne sont pas obtenues, il sera fait application des modalités suivantes :

- Non-conformité mineure (écart d'épaisseur compris entre 0,5 cm et 1 cm) : une réfaction de prix en H.T égale à 18 €/m² de surface concernée (CCTP) sera appliquée
- Non-conformité majeure (écart d'épaisseur supérieur strictement à 1 cm) : la réfection de la zone concernée, dans les délais fixés par le maître d'œuvre, y compris les frais liés à l'exploitation du chantier et la reprise de la signalisation horizontale.

B) Signalisation horizontale

- Non respect des performances minimales demandées au C.C.T.P.

En cas de non-respect des performances minimales demandées au C.C.T.P, la signalisation horizontale sera refusée et l'entrepreneur procédera, à ses frais, dans le délai d'une semaine pour le marquage neuf et dans le délai d'un mois pendant la période de garantie, à la réfection des marques défectueuses dans les conditions du marché initial, il devra en outre assurer les conséquences de la défaillance marquage.

- Défaut de dosage

Si à l'issue des contrôles de dosage des produits prévus au CCTP, il apparaît que les dosages sont inférieurs aux dosages prévus, il sera fait application des modalités suivantes :

- si le dosage sec relevé est inférieur de plus de 10 % au dosage prévu et/ou si le poids de billes de verre relevé est inférieur de plus de 10 % au dosage homologué, une réfaction égale en à : [20 % x prix de fourniture et mise en œuvre du produit], sera appliquée. Cette réfaction est appliquée à l'ensemble des journées de mise en œuvre ;
- si le dosage sec relevé est inférieur de plus de 20 % au dosage prévu et/ou si le poids de billes de verre relevé est inférieur de plus de 20 % au dosage homologué, l'entrepreneur procédera, à ses frais, à l'application d'une couche supplémentaire de produit, dans les délais fixés par le maître d'œuvre, y compris les frais liés à l'exploitation du chantier.

- Largeur

Si à l'issue des contrôles occasionnels de largeurs de bandes prévus au C.C.T.P, il apparaît que les largeurs sont inférieures aux largeurs prescrites au C.C.T.P, il est appliqué les réflexions suivantes :

- ✕ Si la largeur moyenne est supérieure ou égale à 95 % de la largeur prévue, les produits sont conformes
- ✕ Si la largeur moyenne est supérieure ou égale à 90 % de la largeur prévue et inférieure à 95% de la largeur prévue, une réfaction égale en H.T à 20 % x le prix de fourniture et mise en œuvre sera appliquée. Cette réfaction est appliquée à l'ensemble des journées de mise en œuvre depuis le dernier contrôle ponctuel.
- ✕ Si la largeur moyenne est inférieure à 90 % de la largeur prévue, l'entrepreneur procédera, à ses frais, à l'application d'une couche supplémentaire de produit, dans un

délai ne dépassant pas quarante-huit (48) heures après notification des résultats des contrôles et des reprises à effectuer.

- Modules de lignes discontinues

Si à l'issue des contrôles occasionnels de modules des lignes prévus au C.C.T.P, la moyenne arithmétique des valeurs absolues des écarts de longueur de "plein" d'une part, ou des longueurs de module complet « plein + vide » d'autre part, par rapport aux longueurs théoriques ne sont pas obtenues, il est appliqué les réfections suivantes :

- ✕ Si la moyenne est inférieure ou égale à 5% de la valeur théorique, le lot est conforme.
- ✕ Si la moyenne est supérieure à 5% de la valeur théorique et inférieure ou égale à 10% de la valeur théorique, une réfaction en H.T égale à 5% x le prix de fourniture et mise en œuvre sera appliquée. Cette réfaction est appliquée l'ensemble des journées de mise en œuvre depuis le dernier contrôle occasionnel.

Si la moyenne est supérieure à 10% de la valeur théorique, une réfaction en H.T égale à 20 % x le prix de fourniture et mise en œuvre sera appliquée. Cette réfaction est appliquée à l'ensemble des journées de mise en œuvre depuis le dernier contrôle occasionnel.

- Défaut de linéarité – largeur des voies

Si à l'issue des contrôles occasionnels de respect du pré-marquage, il est constaté des lots non conforme selon les spécifications du CCTP, il est appliqué les réfections suivantes :

- ✕ Si le lot est médiocre, une réfaction en hors taxe égale à 85 % du prix de fourniture et mise en œuvre sera appliqué. Cette réfaction est appliquée à l'ensemble des lots médiocres.
- ✕ Si le lot est mauvais, une réfection complète du lot concerné, comprenant l'effaçage du marquage existant dans les conditions définies au CCTP, et la réfection de la signalisation horizontale définitive, sera exigée dans les délais prescrits par le maître d'œuvre

C) Dispositifs de retenue

Profils

Eu égard aux caractéristiques imposées au CCTP, la hauteur hors sol roulant du pied du séparateur devra être conforme aux tolérances sur au moins 95% de la Section.

En cas de non-respect de ces valeurs ou si la hauteur du pied dépasse ponctuellement 15 cm ou est inférieur à 8 cm, la section en cause sera démolie et reconstruite aux frais de l'Entrepreneur.

Le séparateur ne doit pas présenter sur les arêtes supérieures et sur toute face plane de flaches ou bosses supérieures à 6 mm, sous une règle de 3 m. En cas de non-respect de cette tolérance, le profil sera meulé ou, s'il y a lieu, rectifié au mortier de résine agréé par le maître d'œuvre. Si le résultat ne peut être obtenu, une réfaction de 20% du prix sera appliquée sur des tranches de 20 m de longueur pour lesquelles on relève au moins un non-respect des tolérances.

Tolérance d'implantation

L'implantation théorique du séparateur est définie par une côte de position entre une de ses génératrices et une ligne, ou un plan de référence de la chaussée, de manière à tendre à une perspective régulière du dispositif. La tolérance de cette côte est de plus ou moins 1 cm.

Si l'écart entre la côte de fabrication et la côte théorique mini et maxi est de 1 à 4 cm, on appliquera une réfaction de prix de 1% par cm d'écart par section unitaire de 20 m.

Si cet écart excède 4 cm, il sera considéré comme rédhibitoire, et la section en cause sera démolie et reconstruite aux frais de l'Entrepreneur.

Existence et position de fers filants

Si les fers filants prévus n'existent pas, le séparateur sera démoli. Si les recouvrements ne sont pas réalisés correctement ou si les fers ne sont pas positionnés respectivement à 15cm (plus ou moins 3 cm) et 30cm (plus ou moins 3 cm) en haut du séparateur, une réfaction de prix de 10% sera appliquée sur la section considérée.

Si les fers ne sont pas positionnés dans les limites respectives de 15cm (plus ou moins 5 cm) et 30cm (plus ou moins 5 cm) du haut du séparateur, l'ouvrage sera démoli et reconstruit.

D) Résistance du béton

En cas de non-respect des résistances prescrites, et dans la limite de moins dix pour cent (-10%), une réfaction de prix de 10% sera appliquée aux quantités en cause (un résultat correspondant à une journée de bétonnage).

Si la résistance obtenue est anormalement faible, écart supérieur à moins dix pour cent (-10%), le Maître d'œuvre pourra après contrôle par carottage faire démolir la section en cause et reprendre aux frais de l'Entrepreneur.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5-1. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

Si le titulaire du marché est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de la retenue de garantie est limité à 3 %.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie. Cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant total du marché. En cas d'avenants, elle doit être complétée.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ou la caution personnelle et solidaire ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

5-2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 10.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 30 % du montant initial TTC du marché.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché. La période de préparation est comprise dans la durée d'exécution du marché.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 50 % des montants toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées en propre au titre du marché.

Si le marché est passé avec un **groupement solidaire à comptes séparés**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois à la part due au mandataire et à la part due aux co-traitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent au regard au montant initial TTC dû à chaque co-traitant qui figure dans la répartition de la rémunération prévue dans l'annexe à l'acte d'engagement.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RMO. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6-1. Provenance des matériaux et produits.

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme

à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6-3.1. Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par :

- le titulaire ou un laboratoire mandaté par lui et soumis à l'acceptation du Maître d'œuvre pour les contrôles internes et externes définis au CCTP ;
- le maître d'œuvre, son représentant ou un laboratoire mandaté par lui pour le contrôle extérieur.

6-3.2. Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance sont assurées par :

- le titulaire ou un laboratoire mandaté par lui et soumis à l'acceptation du Maître d'œuvre pour les contrôles internes et externes définis au CCTP ;
- le maître d'œuvre, son représentant ou un laboratoire mandaté par lui pour le contrôle extérieur.

Les opérations de contrôle intérieur sont effectuées à la diligence et aux frais du titulaire.

Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, le laboratoire chargé des contrôles extérieurs est rémunéré directement par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 24.5 du CCAG, la fabrication d'éléments témoins est rémunérée au titulaire.

6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.

Sans objet.

ARTICLE 7. RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES

7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerait avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux

Le titulaire doit effectuer les opérations complémentaires de localisation de réseaux (OCLR) pendant la période de préparation avant tout commencement d'exécution des travaux.

7-4. Piquetage général

Par dérogation à l'article 27.2.3 du CCAG, avant le commencement des travaux, le piquetage général de tous les ouvrages est effectué par le titulaire (implantation des axes, équipements de sécurité, assainissement), contrairement avec le maître d'œuvre.

Les frais liés au piquetage des ouvrages sont rémunérés par les prix du présent marché.

L'implantation des axes fera l'objet d'un point d'arrêt, levé par la maîtrise d'œuvre après un contrôle contradictoire.

7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Suite à la réception des éléments fournis par le maître d'ouvrage et par les exploitants de réseaux, le piquetage spécial de tous les ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par le titulaire, contrairement avec le maître d'œuvre et les exploitants des ouvrages, après le piquetage général. Les frais liés au piquetage spécial des ouvrages sont rémunérés par le prix d'installation de chantier du présent marché.

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés ci-après, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par le titulaire contrairement avec le maître d'œuvre qui a convoqué les exploitants des ouvrages.

Par dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG, le titulaire doit préalablement recueillir toutes les informations sur la nature et la position de ces ouvrages ainsi que les mesures de prévention à appliquer pendant l'exécution des travaux.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le code de l'environnement, articles R.554-19 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, l'entrepreneur titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 3-1 de l'acte

d'engagement.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG, le maître d'œuvre peut déclencher le démarrage des travaux en notifiant sa décision au titulaire par ordre de service même si l'intégralité des tâches listées ci-après ne sont pas terminées.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

– Par les soins du titulaire :

- Élaboration du **calendrier d'établissement des documents d'exécution** et du **tableau de suivi des documents** en concertation avec le maître d'œuvre dans le délai de 10 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
- Réalisation d'un **état des lieux « entrant »** par constat d'huissier rémunéré par l'entrepreneur en présence de la maîtrise d'œuvre dans le délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement de la période de préparation. Cet état des lieux concernera les voies du réseau routier national, les voiries communales et tous lieux ou bâtiments susceptibles d'être impactés par les travaux et que l'entrepreneur et/ou le maître d'œuvre jugera nécessaire d'inclure dans l'état des lieux ;
- Élaboration du **projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires** dans le délai de 20 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
- Établissement, à partir des éléments contenus dans le présent CCAP (et son annexe NESC) et les documents techniques du présent dossier, du **dossier d'exploitation sous chantier (DESC)** (notice et plans), et présentation au visa du maître d'œuvre dans le délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation du marché ;
- Par dérogation à l'article 28.2.2 2^{ème} alinéa du CCAG, établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, dans le délai de 30 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.

Il est constitué notamment :

- du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ;
 - du planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter ;
 - des dispositions détaillées du PAQ (procédures d'exécution, fiches de suivi, fiches des matériaux et produits, etc.) ;
 - des cadences prévues pour les différents ateliers
- Établissement et remise au maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 8-2 du présent CCAP, des études d'exécution nécessaires pour le début des travaux dans le délai de 20 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation. Il est précisé que les documents doivent être transmis de manière cohérente. Par exemple, une note de calcul ne sera transmise qu'après la validation définitive de la note d'hypothèse. La hiérarchisation des documents est la suivantes :
1. Note d'hypothèse
 2. Note de calcul
 3. Plans de coffrage
 4. Plans de ferrailage
- Établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prévu à

l'article L.4532-9 du code du travail, après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS, à l'initiative du titulaire.

Cette obligation est applicable à chaque intervenant.

Les PPSPS doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

- Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre des dispositions détaillées du **plan d'assurance qualité (PAQ)**, comportant notamment les moyens humains et matériels, les outils d'assurance qualité (notamment les fiches d'adaptation, fiches de non-conformité, les fiches de demande d'agrément), les procédures d'exécution (détaillant notamment par atelier les méthodes, les moyens, le phasage, les cadences), les nuisances engendrées par le chantier et les dispositions pour les réduire, dans le délai de 30 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation du marché ;
- Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre des dispositions détaillées du plan de respect de l'environnement (PRE), incluant notamment le schéma d'organisation de suivi et d'élimination des déchets (SOSED) dans le délai de 30 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation du marché ;
- Établissement des dossiers pour l'obtention des autorisations administratives nécessaires dans le délai de 45 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation du marché ;
- Les sous-détails de prix et décompositions forfaitaires de prix, non exigés à l'offre, conformément à l'article 3-2.3 du présent CCAP, dans un délai de 20 jours.

Tous les documents listés ci-dessus sont soumis au visa du maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 28.2.2 3^{ème} alinéa du CCAG, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre et des récépissés des seules DICT indispensables au début des travaux.

8-2. Etudes d'exécution des ouvrages

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa du maître d'œuvre.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG, ces documents sont fournis en exemplaires suffisants dans les conditions suivantes :

- un exemplaire au format PDF et au format DWG à envoyer par courriel au chef de projet, au contrôleur et aux personnes indiquées par le maître d'œuvre ;
- un exemplaire papier des plans, des procédures et des PAQ visés par le maître d'œuvre à remettre à chaque représentant du maître d'œuvre sur le site du chantier ;

Par dérogation à l'article 29.1.5 du CCAG, le maître d'œuvre doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles à la plus tardive des deux dates :

- **15 jours après leur réception ;**
- **10 jours avant la date prévue pour la réalisation des travaux considérés telle qu'elle ressort du planning d'exécution mis à jour.**

Ce délai ne court que si les documents remis sont complets et permettent leur examen. Par exemple, la fourniture d'un plan de structure sans note de calcul ne permet pas au maître d'œuvre d'exercer sa mission de visa. Dans le cas où des modifications ou des compléments sont nécessaires, le titulaire renvoie un nouvel indice du document qui est examiné par le maître d'œuvre dans les mêmes conditions.

N.B. : l'attention du titulaire est attirée sur le fait que les boîtes de réception de la messagerie électronique du maître d'œuvre ne peuvent accepter des fichiers dont le volume total est supérieur à 4 Mo. Dans le cas où les documents à envoyer présentent un volume supérieur, le titulaire devra utiliser la plate-forme d'échange gratuite à l'adresse suivante : <https://melanissimo.developpement-durable.gouv.fr/>.

Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites. Un plan de nommage des fichiers sera défini avec le tableau de suivi des documents proposés par le titulaire en début de période de préparation.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux.

8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise

Les installations suivantes sont réalisées par le titulaire :

- Un laboratoire de chantier équipé des appareils nécessaires aux essais sur place prévus au CCTP. Ce laboratoire peut être mobile et présent sur le site au moment où les essais sont à réaliser ;
- Pour la PED n°1 : Un bureau pour le maître d'œuvre, cette construction étant éclairée, climatisée, équipée :
 - de mobilier pour deux personnes (une chaise de bureau + un bureau + deux chaises visiteurs par personne),
 - d'un raccordement au réseau internet filaire de type ADSL ou 3G+/4G, dédié à la maîtrise d'œuvre (la connexion par 3G+/4G n'est tolérée que dans le cas d'une réception acceptable et continue). Les installations de télécommunication comprennent l'abonnement à un opérateur et un fournisseur d'accès ainsi que la maintenance permettant de limiter une éventuelle coupure du réseau à une journée maximum,
 - d'une imprimante/photocopieuse couleur dédiée au maître d'œuvre. Ceci

comprend la mise à disposition de la photocopieuse et la fourniture des consommables (encre, feuilles de papier A4 et A3,...) ;

- une salle de réunion de 20 mètre carrés minimum, cette construction étant éclairée, climatisée, équipée du mobilier nécessaire à l'organisation de réunion avec 15 personnes (suivant les conditions sanitaires en vigueur à la date de réalisation des travaux) et comprendra la mise à disposition d'une cafetière, d'un réfrigérateur et d'un four micro-ondes dédié à la maîtrise d'œuvre.
- Ces installations devront être opérationnelles au maximum 15 jours avant le début de la PED n°1.

Les installations pour le maître d'œuvre sont entièrement à la charge du titulaire. Elles doivent être installées dès le démarrage des travaux sur le site (même s'il s'agit de travaux préparatoires), au plus tard le jour du démarrage du délai d'exécution des travaux, jusqu'au transfert de la garde des ouvrages dans les conditions définies à l'article 9-2.1 du présent CCAP.

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent

Par dérogation aux articles 9.1.1 et 31.2 du CCAG, les emplacements suivants sont mis gratuitement à la disposition du titulaire :

- Lieux de dépôt provisoire :
 - CEI de Dourges (A1).

Ils sont exploités et aménagés conformément aux stipulations correspondantes du CCTP et doivent être utilisés en priorité par le titulaire.

8-4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A - Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

B - Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

C - Moyens donnés au coordonnateur SPS

1. Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

2. Obligations du titulaire

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandées par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

D - Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4^{ème} partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

La signalisation du chantier sera entièrement réalisée par l'entreprise (y compris itinéraire de signalisation, itinéraire de délestage, extrémité de chantier), conformément à l'annexe au présent CCAP relative à l'exploitation sous chantier (NESC).

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée sous le contrôle du service ci-après :

- Pour le réseau routier national non concédé : DIR Nord/ Arrondissement de Gestion de la Route Ouest/District d'Amiens-Valenciennes ;

- Pour le réseau routier national concédé : SANEF / Centre Arras-Cambrai
- Pour les voiries départementales : CD62 ;

Elle doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié et respecter les dispositions définies dans la dernière version des documents du SETRA « Signalisation temporaire Manuel du chef de chantier ».

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

Aucun dispositif ne sera mis à la disposition du titulaire par le maître de l'ouvrage.

Le titulaire doit soumettre à l'agrément du maître d'œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Le titulaire est tenu de maintenir la signalisation sur toute section abandonnée avant l'achèvement des travaux, les dépenses correspondantes ne sont remboursées au titulaire que si l'abandon n'est pas prévu dans le programme d'exécution des travaux et est la conséquence d'une décision du maître d'œuvre ou résulte du cas de force majeure.

Avant le début des travaux de signalisation temporaire et pendant tout le cours de ceux-ci le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit pouvoir être contacté tous les jours de jour comme de nuit (7j/7 et 24h/24). Le numéro de téléphone d'astreinte fourni par l'entreprise doit être valable pendant toute la durée du chantier. Il sera remis au service chargé de l'entretien et de l'exploitation du réseau de la DIR Nord, au conseil général du Nord et au CIGT de Lille. Ces services et le maître d'œuvre sont susceptibles d'appeler le responsable et de lui demander une intervention sur le site. Le délai d'intervention sur site doit être conforme aux prescriptions de l'annexe 1 du présent CCAP.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier, ou d'un gilet rétro réfléchissant de classe 2 ou 3.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe c : matériels mobiles alinéa 2 "feux spéciaux" de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I- 8^{ème} partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissent les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8-4.6. Démolition de constructions

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8-4.7. Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre – Matériaux dangereux

L'emploi des explosifs est interdit.

8-4.8. Dégradations causées aux voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, le titulaire supporte toutes les charges inhérentes aux

dégradations qu'il a causées sur les voies publiques. Cela concerne les dégradations causées par lui-même, ses co-traitants ou ses sous-traitants.

Pour toute dégradation constatée, susceptible de créer un danger pour la circulation publique, l'entrepreneur devra procéder à sa réparation dans un délai qui ne pourra pas être supérieur à 48 heures. Ce délai court dès constatation de la dégradation par le maître d'œuvre.

8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Sans objet.

8-6. Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG, il n'est pas prévu de registre de chantier.

ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

9-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9-2. Réception

9-2.1. Réception des ouvrages

Les stipulations du CCAG sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

La réception des ouvrages désignés ci-après :

- La réception de l'ouvrage sans réserve formulée à propos d'un dommage causé à un tiers, passé ou futur, réparé ou non, ne fait pas obstacle à la recevabilité de l'action exercée par le maître de l'ouvrage à l'encontre du titulaire responsable.

- En complément aux articles 41.5 et 41.6 du CCAG, lorsque la réception est assortie de réserves portant sur des imperfections, malfaçons ou non-façons, le titulaire doit y remédier dans le délai fixé par la personne responsable du marché, ou, en l'absence d'un tel délai, deux mois après la notification de la décision de réception ou son prononcé tacite en application du troisième alinéa de l'article 41.3 du CCAG.
- Au cas où ces travaux ne sont pas exécutés dans le délai prescrit, le représentant du pouvoir adjudicateur peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire sans mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des pénalités de retard prévus à l'article 4.4 ci-dessus, tant que les travaux nécessaires ne seront pas exécutés.
- La constatation de l'exécution des prestations ayant donné lieu à réserve doit faire l'objet d'un procès verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès verbal des opérations préalables à la réception, établi à la demande du titulaire dans les termes des articles 41.1 et 41.2 du CCAG.
- De surcroît en cas de défaillance du titulaire dans son obligation d'exécuter les travaux de levée de réserves, la procédure d'établissement de son décompte général, si elle a été mise en œuvre, pourra être suspendue de plein droit afin de pouvoir y faire figurer en déduction du solde le montant de ces pénalités de retard, et le cas échéant, celui du coût de l'exécution des travaux aux frais et risques du titulaire.
- En substitution aux stipulations de l'article 41.7 du CCAG, si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrage ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le maître de l'ouvrage peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenteraient la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire par ordre de service une réfaction sur les prix.
- A défaut de contestation de cet ordre de service dans le délai de quinze jours à compter de sa notification, le titulaire est définitivement réputé avoir accepté la réfaction ainsi proposée.
- Les imperfections qui l'ont motivé se trouvent couvertes de ce fait et la réception prononcée sans réserve à ce titre.
- En cas de contestation dans le délai ci-dessus indiqué, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections dans les conditions prévues par le présent CCAP, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.
- La réception des ouvrages ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution préalable et concluante des épreuves et contrôles définies aux articles du CCTP et aux CCTG.
- En cas de réception le transfert de la garde des ouvrages au maître d'ouvrage intervient le jour de la notification de la décision prévue par l'article 41.3 du CCAG ou de l'expiration du délai prévu par ce même article,

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

9-2.2. Réceptions partielles

Les stipulations du CCAG sont seules applicables. L'achèvement des périodes d'exécution distinctes PED n°1 et PED n°2 font l'objet d'une réception partielle des travaux décrite et

complétée à l'article 3.3 de l'Acte d'Engagement.

9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-5. Documents fournis après exécution

En complément des éléments fixés dans les fascicules techniques du CCTP, le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé comme suit :

- L'ensemble des demandes d'agrément des produits validés, utilisés et posés lors des travaux ;
- L'ensemble des résultats du contrôle intérieur ;
- Les notes d'hypothèses et les notes de calculs validées ;
- Les plans d'exécutions conformes aux ouvrages exécutés ;
- Les plans de récolement des ouvrages exécutés comprenant notamment :
 - un levé topographique des profils en travers au pas de 20 m, avec a minima 11 points par profil ;
 - un levé des équipements de la route modifiés ou réalisés durant les travaux (dispositifs de retenus, signalisation verticale et horizontale, équipement de repérage (PR) et de balisage), et notamment de la hauteur des talons de GBA et de DBA ;
 - un levé des ouvrages d'assainissement modifiés ou réalisés durant les travaux, et indiquer pour chacun d'eux s'ils ont fait l'objet d'un curage/hydrocurage ;
 - le levé des voies de circulation ;
- Les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur ;
- Les prescriptions de maintenance ;
- Le journal de chantier complet ;
- Le calendrier réel d'exécution des travaux ;
- Le volet environnement conformément à l'article 4.3.2 de la NRE comprenant notamment :
 - Les bordereaux de suivi et d'élimination des déchets ;
 - Le PRE complété et mis à jour tout au long du chantier ;
 - Le SOSEC complété et mis à jour tout au long du chantier ;
 - Le SOSED complété et mis à jour tout au long du chantier ;
 - Un tableau de synthèse présentant le pourcentage de matériaux recyclé pour tous les matériaux d'apport du chantier ;
 - Un tableau de synthèse des événements de chantiers relatifs à l'environnement.

La précision des plans de récolement du titulaire seront conformes aux prescriptions de l'article 3 du fascicule A du CCTP.

En complément de l'article 40.1 du CCAG, le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, en 3 exemplaires sous forme de fichiers informatiques sur CD Rom, DVD Rom ou disque dur externe. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés. Les plans seront remis sous le format dwg pour Autocad version 2008 et pdf.

Les autres documents seront remis sous le format ppt, doc, xls, pour Micros oft Office version 2003 sxw, sxc, odc, odp, odt, pour OpenOffice version 3.1, pdf. Tous les documents électroniques transmis doivent être sécurisés, identifiables et interopérables avec les logiciels de dessin et de calcul du maître d'œuvre et du maître de l'ouvrage spécifiés.

9-6. Délai de garantie

Par dérogation à l'article 42.3 du CCAG, le délai de garantie des ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations qui font l'objet d'une réception partielle court jusqu'à l'expiration du délai de garantie généré par la dernière réception permettant l'établissement du décompte final du marché.

9-7. Garanties particulières

Il sera appliqué les garanties particulières suivantes :

- Garantie de trois (3) ans, sur la bonne tenue ainsi que sur la visibilité de jour et de nuit, de la signalisation horizontale mise en œuvre dans le cadre du présent marché, à compter de la date de réception du marché ;
- Garantie de dix (10) ans sur la tenue des traitements anti-corrosion des systèmes de protection des parties métalliques, à compter de la date de réception du marché.
- Garantie de deux (2) ans sur la reprise de l'engazonnement, à compter de la date de réception du marché.

Ces garanties engagent le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ces frais sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les réparations et réfections nécessaires pour remédier aux défauts constatés dus, soit aux produits ou matériaux utilisés soit aux conditions d'application.

ARTICLE 9bis. PRECISIONS POUR L'APPLICATION DU CCAG

9bis-1

En cas de groupement d'entreprises, le mandataire est le seul interlocuteur du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage. Par conséquent, ces derniers se réservent à tout moment de considérer comme nul et non avenu ou comme leur étant inopposable toute forme d'écrit émanant d'un ou plusieurs co-traitants qui ne leur aurait pas été adressé par le mandataire du groupement.

9bis-2

Pour l'application de l'article 55 du CCAG il est précisé que tout différent soulevé par l'entrepreneur avant la procédure de clôture des comptes des articles 12.3 et suivants du CCAG, constitue nécessairement un différend avec le maître d'œuvre de sorte que tout mémoire de réclamation de l'entrepreneur présenté pour la première fois et en dehors de la procédure des articles 12.3 et 12.4 du CCAG est réputé correspondre à celui de l'article 55.1 du CCAG, quel que soit son destinataire.

9bis-3

L'entrepreneur qui, en application de l'article 11.4 du CCAG a refusé de signer un constat ou ne l'a signé qu'avec réserves et qui n'a pas explicité ses réserves dans une lettre transmise au maître d'œuvre au plus tard quinze (15) jours après la date du constat, est définitivement réputé avoir accepté les termes de ce constat.

9bis-4

En complément de l'article 12.4.4 du CCAG, il est précisé que les motifs, fondements et montants d'une réclamation présentée en application de cet article ne peuvent être modifiés par l'entrepreneur ensuite.

9bis-5

En complément de l'article 17.3 du CCAG, toute indemnisation de l'entrepreneur est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet – et ne pouvaient faire l'objet – d'aucun règlement à l'entrepreneur par son ou ses assureurs.

9bis-6

En complément de l'article 18.2.2 du CCAG, un changement du montant des travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages n'est susceptible de justifier une prolongation de délai que si les seuils fixés aux articles 14.3, 15.1 ou 16.2 du CCAG sont atteints.

9bis-7

En complément de l'article 50.3 du CCAG, il est précisé que la résiliation du marché, simple ou aux frais et risques de l'entrepreneur, peut n'être que partielle.

ARTICLE 10. RESILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RMO des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.3.1.h du CCAG.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RMO, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP et dans les conditions de l'article 51.1.2 du CCAG.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en sauvegarde, en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à 5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Le maître d'ouvrage, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du CCP et de l'article 21.1 du CCAG Travaux en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. L'article 21.1 du CCAG définit en particulier les publics éligibles, les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle par le titulaire et par le maître d'ouvrage ainsi que le rôle du facilitateur désigné ci-dessous.

Cette clause est applicable à la totalité du marché.

Pour l'exécution du marché, le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

11-1. Publics visés et volume horaire d'insertion à réaliser

La clause d'insertion s'adresse à un public prioritaire défini ainsi :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription à Pôle Emploi),
- Les allocataires du RSA (en recherche d'emploi),
- Les allocataires des minimas sociaux (Allocation Spécifique de Solidarité, Allocation d'Insertion, Allocation Adulte Handicapé, Allocation d'Invalidité),
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi,
- Les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique définies à l'article L5132-4 du code du travail ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers de type Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) ou Ecoles de la deuxième Chance (E2C),
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du Travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi,
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans,
- En outre, le facilitateur peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé de Pôle emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pluriannuels pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, ou des Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH).

11-2. Le nombre d'heures d'insertion à réaliser

Le nombre minimum d'heures d'insertion à réaliser pour toute la durée d'exécution du marché est de **300h**.

La globalisation des heures d'insertion par le titulaire est autorisée.

11-3. Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus, en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

- 1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion
- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés
- L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une Association intermédiaire.
- 3ème modalité : l'embauche directe par l'entreprise

Dans le cas où l'entreprise attributaire procède à une embauche directe d'une personne visée par l'action d'insertion (CDI ou CDD par exemple), y compris après avoir eu recours pour cette personne à la première ou à la deuxième modalité citées ci-dessus, les heures travaillées au titre de la clause sociale d'insertion pourront être comptabilisées pour toute la durée restante du marché (période entre la date d'embauche et la fin du marché).

L'attributaire désignera un responsable des ressources humaines qui sera l'interlocuteur privilégié du facilitateur de la clause sociale pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise titulaire et pour en assurer le suivi en liaison avec le facilitateur de la clause sociale.

11-4. Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le maître d'ouvrage a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par :

PLIE de Lens Liévin et Hénin-Carvin 91 bis rue J. Jaurès 62800 LIEVIN	Laurent CHEVALIER Facilitateur clauses sociales insertion Téléphone : 03.21.74.98.18 e-mail : laurent.chevalier@plie-llhc.fr
--	--

Dans ce cadre, le facilitateur de la clause sociale a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale
- Accompagner l'entreprise à définir la nature de ses besoins en matière de recrutement dans le cadre de la clause (définition des postes, des tâches, des compétences)
- Identifier le public susceptible de bénéficier des mesures d'insertion
- Mettre en œuvre des actions de formation (pré-qualification, qualification, alternance) pour favoriser le recrutement direct des personnes en insertion
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours des organismes spécialisés

Suivre l'application de la clause et évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises.

11-5. Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par le facilitateur de la clause sociale.

Le titulaire fournit mensuellement tous renseignements utiles (justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, attestation mensuelle d'heures d'insertion, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 4-4.5 du présent CCAP.

En tout état de cause, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement. Dans ce cas, le facilitateur de la clause sociale étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

L'exécution de la clause pourra faire l'objet d'un suivi en réunion de chantier.

A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

A l'achèvement du marché, le titulaire présente, avec son projet de décompte final, l'attestation du facilitateur de la clause sociale, faisant état du bilan d'insertion mis en œuvre par le titulaire.

ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, de l'AE et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCAP 1-3.10	déroge à l'article	3.2.1 du CCAG
CCAP 1-6.3.4	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG
CCAP 1-8	déroge à l'article	3.8.2 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4 du CCAG
CCAP 3-2.5	déroge aux articles	12.1.1, 12.1.7, 12.3.1 et 12.4.4 du CCAG
CCAP 3-2.7	déroge à l'article	10.4 du CCAG
CCAP 3-3.2	déroge à l'article	9.4.4 du CCAG
CCAP 3-3.3	déroge aux articles	12.2.1 et 19.4 du CCAG
CCAP 3-5	déroge à l'article	13.5 du CCAG
CCAP 3-6	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 4	déroge à l'article	19.2.2 du CCAG
CCAP 4-2.2	déroge à l'article	18.2.3 du CCAG
CCAP 4-3.1	déroge aux articles	19.2 du CCAG
CCAP 4-3.2	déroge à l'article	19.2.5 du CCAG
CCAP 4-4.1	déroge à l'article	18.1.1 du CCAG
CCAP 6-3.2	déroge aux articles	24.5 et 24.7 du CCAG
CCAP 7-4	déroge à l'article	27.2.3 du CCAG
CCAP 7-5	déroge à l'article	27.3.1 du CCAG
CCAP 8-1	déroge aux articles	28.1 et 28.2.2 du CCAG
CCAP 8-2	déroge aux articles	29.1.4 et 29.1.5 du CCAG
CCAP 8-4.2	déroge aux articles	9.1.1 et 31.2 du CCAG
CCAP 8-4.8	déroge à l'article	34.1 du CCAG
CCAP 8-6	déroge à l'article	28.5 du CCAG
CCAP 9-1.1	déroge à l'article	24.7 du CCAG
CCAP 9-1.2	déroge à l'article	38 du CCAG
CCAP 9-2.1	déroge aux articles	41.1.2 et 41.1.3 du CCAG
CCAP 9-6	déroge à l'article	42.3 du CCAG
CCAP 10	déroge à l'article	50.3.1 du CCAG